

des partis sociaux-démocrates avant la première guerre mondiale, les privilèges bureaucratiques apparaissent de deux manières :

– Pour des ouvriers et des fils d'ouvriers, quitter le travail de production courante, surtout dans les conditions de l'époque (journée de 12 heures avec tout ce que cela comporte, insécurité sociale totale, etc...) pour devenir permanents d'une organisation ouvrière représente une ascension sociale incontestable, une émancipation individuelle certaine, qui est pourtant loin de représenter une situation idéale : on ne peut parler d'embourgeoisement ni de transformation en couche sociale privilégiée. Les premiers secrétaires des organisations ouvrières passaient une bonne partie de leur vie en prison et vivaient dans des conditions matérielles plus que modestes ; mais ils vivaient tout de même mieux, du point de vue économique et social, que l'ouvrier de l'époque.

– Sur le plan psychologique et idéologique, il est évident qu'il est infiniment plus agréable, pour un socialiste ou un communiste convaincu, de lutter toute la journée pour des idées et des buts qui sont les siens plutôt que de faire, des heures durant, des gestes mécaniques dans une entreprise, en sachant qu'on va finalement contribuer à enrichir la classe ennemie. Il est incontestable que ce *phénomène d'ascension sociale* contient en puissance un germe important de bureaucratisme : ceux qui occupent ces postes veulent continuer à les occuper, ce qui les entraîne à défendre cet état de permanents contre ceux qui voudraient les remplacer en opérant un roulement parmi les membres de l'organisation.

b) Le phénomène d'apparition de privilèges sociaux, au début très peu matériels, prend déjà une ampleur plus grande lorsque ces organisations de masse commencent à occuper des positions de force à l'intérieur de la société capitaliste : il s'agit alors de désigner les parlementaires, les élus municipaux ou les secrétaires syndicaux qui peuvent négocier à un niveau élevé avec les organisations patronales et donc, dans une certaine mesure, cohabiter avec elles ; il en est de même lorsqu'il s'agit de désigner des rédacteurs de journaux et des gens qui représentent les organisations ouvrières dans toute une série d'activités annexes, à l'intérieur d'un mouvement polyvalent qui essaie d'intervenir dans toutes les activités sociales et qui s'assimile, dans une certaine mesure, toutes ces activités.

Il y a là aussi une véritable dialectique, qui ne se réduit pas à une contradiction banale : par exemple, lorsque le mouvement ouvrier possède une certaine quantité de journaux et a besoin d'un grand nombre de rédacteurs, il se trouve placé devant un véritable dilemme. S'il applique la règle énoncée par Marx pour lutter contre la bureaucratie en ramenant les traitements des permanents au niveau de ceux de l'ouvrier qualifié, il risque de se produire une véritable sélection professionnelle à rebours. Les éléments les plus conscients politiquement accepteront cette règle, mais les plus talentueux, qui pourraient ailleurs gagner beaucoup mieux leur vie, seront continuellement tentés par cette solution de facilité. Dans la mesure où ils ne sont pas suffisamment convaincus sur le plan politique, ils seront en grande partie menacés d'absorption par le milieu petit-bourgeois et perdus pour le mouvement ouvrier.

Ce phénomène d'élimination est également vrai pour une série d'autres professions : dans les municipalités administrées par le mouvement ouvrier, le même problème se pose pour les architectes, les ingénieurs ou les médecins. L'application stricte de la règle de Marx risque d'aboutir dans la plupart des cas à l'élimination de tous ceux dont la conscience politique est insuffisamment développée.

Dans la société capitaliste, avec tout ce qu'elle implique comme « valeurs morales » et milieu ambiant, il est impossible de construire une société communiste idéale, même au sein du mouvement ouvrier. Cela peut être réalisé à l'intérieur d'un noyau de révolutionnaires extrêmement conscients ; mais dans un mouvement ouvrier numériquement plus développé, en démocratie bourgeoise, il y a interpénétration avec la société capitaliste ; il y a davantage de tentations, et l'acceptation de ces règles devient plus difficile. On voit alors apparaître la tendance à la bureaucratisme : la disparition des obstacles consciemment érigés contre les dangers de positions privilégiées ouvre la voie à cette tendance de plus en plus nettement.

c) Dans la dernière phase historique, au sein de certaines grandes organisations ouvrières, la dialectique peut même apparaître jusque dans sa phase finale. Il peut y avoir renversement d'orientation politique, intégration consciente au sein de la société bourgeoise et collaboration de classes.

Les racines de la bureaucratie se multiplient alors très rapidement. Une partie des dirigeants cohabite d'une façon consciente avec la bourgeoisie et s'intègre dans la société capitaliste. Les obstacles à la bureaucratisme érigés par la conscience socialiste disparaissent ; les privilèges se multiplient ; les parlementaires sociaux-démocrates ne versent plus une partie de leur salaire à leur organisation pour se contenter d'un salaire de permanent ; ils se constituent une véritable clientèle dans la classe ouvrière. Dès lors, la dégénérescence bureaucratique ne peut que proliférer.

IV – LA BUREAUCRATISATION DES ETATS OUVRIERS

On trouve un processus parallèle en trois phases dans la bureaucratisme des Etats ouvriers dans la période de transition :

a) d'abord, les seuls privilèges d'autorité et les avantages politiques issus du monopole de pouvoir au sein de l'appareil d'Etat ;

b) ensuite, surtout à l'intérieur d'un pays arriéré, naissance des privilèges bureaucratiques aussi bien sur le plan matériel que culturel ;

c) finalement, la dégénérescence bureaucratique complète, lorsque la direction ne résiste plus à ce phénomène, l'accepte consciemment, s'y intègre, en devient le moteur et essaie d'accumuler les privilèges.

On risque d'aboutir alors aux formes les plus monstrueuses de la bureaucratie soviétique à l'époque stalinienne :